

"Le parti travailliste s'oppose à l'unité de l'Europe" in Corriere della Sera (6 septembre 1950)

Légende: En septembre 1950, le quotidien italien Corriere della Sera critique l'attitude des travaillistes britanniques qui se montrent peu enthousiastes à l'égard de l'intégration européenne.

Source: Corriere della Sera. 06.09.1950, n° 211; anno 75. Milano: Corriere della Sera. "Il Laborismo contro l'unità dell'Europa", auteur:Guerrero, Augusto , p. 1.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/le_parti_travailliste_s_oppose_a_l_unite_de_l_europe_in_corriere_della_sera_6_septembre_1950-fr-78399a17-7c57-4fb3-83ac-df475ad22e55.html



Date de dernière mise à jour: 05/07/2016

Le parti travailliste s'oppose à l'unité de l'Europe

Ainsi, une idée de génie de Churchill a une fois de plus été «écartée» par la faute du parti travailliste. L'armée européenne «unifiée» ne se fera pas pour l'instant, il n'y aura pas de ministère européen de la défense et, en fin de compte, pour le moment du moins, rien ne se fera. Rien ne se fera car le parti travailliste britannique s'oppose à tout ce qui, d'une manière ou d'une autre, représente un pas en avant vers l'unité européenne. Son opposition est si résolue et obstinée que toutes ces assemblées internationales, au sein desquelles des projets visant à garantir une collaboration plus étroite entre les pays occidentaux et à promouvoir une plus grande unité dans les propositions et les ententes entre les gouvernements ont été débattues, n'ont en définitive fait qu'accentuer les dissensions plutôt que de les apaiser. Car bien souvent, le fait de reconnaître qu'il y a un désaccord et de tenter de le résoudre sans y parvenir, ne fait que l'aggraver.

Inutile de songer à une possibilité d'adhésion de la Grande-Bretagne au plan Schuman. M. MacMillan, député conservateur, a proposé à Strasbourg de faire une recommandation aux gouvernements afin qu'ils fassent une nouvelle tentative dans le but de permettre à la Grande-Bretagne d'adhérer au *pool*. Il n'y avait aucun effort à fournir pour procéder au vote d'une telle proposition: il suffisait de faire une «recommandation» aux gouvernements. Quel type de «recommandation» allait-on donc proposer aux gouvernements? Rien d'autre qu'une discussion entre États pour s'assurer que la Grande-Bretagne, etc. Et bien le chef de la délégation travailliste, M. Dalton, s'est levé et a déclaré que le parti travailliste s'opposait à une telle «recommandation». Ce qui veut dire, si je ne m'abuse, que non seulement les travaillistes s'opposent à une adhésion de la Grande-Bretagne au *pool*, mais cela nous le savions déjà depuis longtemps, mais qu'ils s'opposent également à ce que les gouvernements intéressés tentent quoi que ce soit pour qu'elle puisse y adhérer, comme par exemple de modifier des statuts du *pool* ou les efforts fournis par les pays qui y adhèrent. L'ancien mineur, M. Blyton, a été encore plus explicite. Il a accusé MacMillan de retarder la mise en œuvre du plan Schuman. «Attendons que les pays européens décidés à renoncer à leur souveraineté sur la question du charbon et de l'acier se mettent d'accord. Et les Anglais verront ensuite comment régler leurs rapports avec les membres du *pool*. En d'autres termes, la Grande-Bretagne est décidée à ne renoncer pour rien au monde à une partie, même minime, de sa souveraineté, et elle n'adhérera jamais au plan Schuman. Toute tentative de la part des pays européens de la faire adhérer serait peine perdue et la contrarierait, car elle serait alors encore plus encline à adopter une position antieuropéenne.

Cette même thèse a été soutenue, il y a de cela une semaine, dans l'éditorial du journal *The Observer* qui ne se limitait pas à la question du charbon et de l'acier, mais traitait le sujet de manière plus générale; puisque que nous ne parvenons pas à être d'accord, il ne nous reste plus qu'à nous séparer. Il est certain que les Français, les Allemands, les Italiens, les Belges et les Néerlandais veulent autre chose que les Britanniques et les Scandinaves. Ces derniers entendent collaborer avec leurs voisins selon leur besoin en matière de défense et par rapport à la prospérité de l'Europe, toutefois, selon *The Observer* «ils ne veulent pas perdre leur identité ni leur indépendance nationale». Ils veulent rester tels qu'ils sont, c'est-à-dire Anglais, Danois, Norvégiens ou encore Suédois. Et c'est précisément ce que veulent les Français, les Allemands, les Italiens ainsi que les peuples du Benelux et ce à quoi ils aspirent avec empressement. Alors, que peut-on faire? Pour le moment, étant donné le difficile compromis qui est à la base du Conseil de l'Europe, la Grande-Bretagne se voit constamment orientée dans une direction qu'elle ne désire pas suivre, et est accusée de «traîner les pieds». La France, l'Allemagne et l'Italie ne parviennent pas à atteindre leurs objectifs et en ont plus qu'assez. Ils sont tels les navires en tête du convoi, qui doivent adapter leur vitesse de croisière à celle des navires les

plus lents. Mais ne serait-il pas alors préférable de scinder le convoi? Ne serait-il pas mieux, étant donné les différences qui existent en termes de besoins et de désirs, que les Anglais permettent à leurs alliés continentaux de former une confédération qui irait à son rythme – voire, qu'ils les y aideraient – et continueraient à coopérer avec cette nouvelle union en bon voisinage?

Ce serait peut-être mieux. Peut-être serait-il préférable que la Grande-Bretagne soit en dehors de l'Union européenne plutôt qu'elle la sabote de l'intérieur. Mais il ne faut pas dire que la raison pour laquelle les Anglais jusqu'à présent sont opposés à quelque avancée que ce soit, même modeste vers l'Union européenne, soit leur «crainte de perdre leur identité et leur individualité nationale». Mais qui a un jour songé à la leur faire perdre? Les Anglais, s'ils adhéraient au *pool* du charbon et de l'acier, cesseraient-ils d'être Anglais? Et si une armée européenne unifiée était mise sur pied et que quelques troupes britanniques en faisaient partie, les Anglais cesseraient-ils d'être Anglais?

La vérité est tout autre. La vérité, c'est que les travaillistes britanniques sont opposés à l'Union européenne parce qu'ils sont britanniques. Il est vrai que Churchill est le plus britannique des britanniques et que ceci ne l'empêche pas d'être un grand européen. Mais Churchill est un génie de la politique, Bevin, lui, ne l'est pas. Churchill a dix ans d'avance sur ses compatriotes, tandis que Bevin et les fonctionnaires du ministère sont les héritiers de l'ancienne tradition isolationniste. Ils ne conçoivent pas bien que les temps ont changé et pensent que la tradition d'aujourd'hui est une aberration. «Le destin est commun, l'avenir est invisible», a dit le poète des tragédies grecques. Et Churchill en est convaincu. Cependant, Bevin, lui, ne pense pas que le destin soit commun, mais que si l'Europe devait s'effondrer, la Grande-Bretagne en s'en détachant à temps pourrait rester sauve.

Au fond, il est stupide de dépeindre la Grande-Bretagne comme le génie bienfaiteur de l'Europe, comme la protectrice des petites nations, la déesse tutélaire de leur indépendance et de leur liberté. Et il est tout aussi stupide de la dépeindre comme le génie maléfique de l'Europe, la force obscure toujours prête à causer la discorde et les conflits entre les pays du continent et à en tirer profit. La Grande-Bretagne n'est ni l'un ni l'autre. Et l'on commet encore la même erreur, toutefois vue sous un autre angle, en affirmant que la politique britannique, à un moment historique, se trompe et est néfaste uniquement parce qu'elle porte préjudice aux intérêts de l'Europe. La Grande-Bretagne n'est pas l'Europe, et les intérêts des anglais ne sont pas les mêmes que ceux de l'Europe. Lorsque l'on affirme qu'elle mène une mauvaise politique, il faut démontrer que sa politique ne répond pas aux intérêts britanniques, en plus de ne pas répondre à ceux de l'Europe.

Quel est l'intérêt politique par excellence de la Grande-Bretagne? Qu'une hégémonie ne se crée pas sur le continent. D'où la formule *balance of power* qui, au fond, n'est que la traduction politique de l'instinct de conservation. Ainsi, lorsqu'un despote vise à asservir l'Europe et à l'unifier sous son règne, la Grande-Bretagne est l'alliée toute naturelle des nations qui lui résistent et la naturelle protectrice de leur liberté. De même, si les nations européennes, dépourvues des anciennes inimitiés, cherchent à unir leurs forces et à construire l'unité du continent, la Grande-Bretagne est tentée de s'y opposer. C'est exactement ce qui se produit aujourd'hui. Mais c'est commettre une erreur. Car aujourd'hui, il existe un puissant conquérant, qui menace d'unir l'Europe sous sa rude domination. Ainsi, ce même principe de *balance of power* devrait pousser la Grande-Bretagne à se jeter à corps perdu dans la bataille aux côtés des pays occidentaux et à promouvoir la cause de l'unité de l'Europe. Au lieu de cela, la Grande-Bretagne travailliste n'est qu'en partie avec l'occident et ne participe que du bout des lèvres à la

cause de l'unité européenne – *lip-service*, dit-on en anglais. Tout cela parce que le parti travailliste est convaincu que, contrairement à la parole du tragédien grec, le destin peut ne pas être commun. Et il se trompe. Car ce faisant, non seulement il sert mal les intérêts suprêmes de l'Europe, mais également ceux de la Grande-Bretagne.

Augusto Guerriero